

Chers collègues,

Le Collectif Citoyen d'Archéologues Professionnels d'Équateur s'est formé le 6 janvier dernier, dans l'intention de faire entendre sa voix tout en définissant une position claire et ferme des membres de la profession face aux politiques d'état actuellement en cours d'implantation en ce qui concerne la gestion du patrimoine. Cette intention du Collectif a été manifestée par le biais d'une lettre envoyée à la Présidence de la République avec une copie aux différentes institutions liées au domaine du patrimoine naturel et culturel. En outre, lors des réunions suivantes, le Collectif a établi le besoin de définir les lignes directrices d'une "politique institutionnelle publique pour la recherche, la conservation, la protection, la mise en valeur et l'usage social du patrimoine archéologique au niveau national", politique qui se trouve actuellement en cours de rédaction. Ainsi, la prochaine réunion aura lieu le jeudi 10 février à 10:00 a.m. au Site Archéologique Rumipamba (avenues Occidental et Mariana de Jesús, Quito). Nous en profitons pour faire un appel à tous les collègues impliqués dans le monde de l'archéologie équatorienne à assister à ces rencontres. Votre participation est décisive: nous sommes tous d'accord sur le fait que le contexte politique actuel est clé, et que la gestion de l'archéologie dans le pays requière de changements radicaux. Par conséquent, en tant que membres d'une même profession, nous sommes tous responsables de cette situation: se plaindre de façon constructive, c'est bien, mais il ne faut pas non plus oublier d'agir.

En savoir plus...

[Lettre à la Présidence de la République](#)

[Bilans des réunions du Collectif Citoyen d'Archéologues Professionnels](#)